



CHAPITRE 56

CHAPTER 56

Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain

Greater Québec Water Purification Board Act

[Sanctionnée le 14 novembre 1968]

[Assented to 14th November 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

SECTION I

DIVISION I

CONSTITUTION DU BUREAU

CONSTITUTION OF THE BOARD

Institu-
tion.

Nom.

1. Un organisme, ci-après désigné sous le nom de « Bureau », est institué sous le nom, en français, de « Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain » et, en anglais, de « Greater Québec Water Purification Board ».

1. A body, hereinafter called the "Board", is established under the name of "Greater Québec Water Purification Board" in English and "Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain" in French.

Estab-
lishment.
Name.

Pouvoirs
corpo-
ratifs.

2. Le Bureau est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

2. The Board shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation, with such special powers as are assigned to it by this act.

Corpo-
rate
powers.

Siège
social.

3. Le Bureau a son siège social dans la ville de Québec; il peut toutefois le transporter dans une autre localité avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

3. The corporate seat of the Board shall be in the city of Québec, but it may transfer it to another locality with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such change shall come into force upon publication of a notice to such effect in the *Québec Official Gazette*.

Corporate
seat.

Composi-
tion.

4. Le Bureau est formé de quatre membres, dont un président nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. The Board shall be composed of four members, including a chairman appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Composi-
tion.

Nomina-
tions.

Les trois autres membres sont nommés parmi les membres des conseils des muni-

The three other members shall be appointed from among the members of

Appoint-
ments.

municipalités mentionnées à l'annexe; l'un d'eux est nommé par résolution du conseil de la ville de Québec, dont copie doit être transmise sans délai au ministre des affaires municipales, un autre par l'assemblée des délégués des municipalités comprises dans la zone II et l'autre par l'assemblée des délégués des municipalités comprises dans la zone III.

the councils of the municipalities mentioned in the schedule; one of them shall be appointed by a resolution of the council of the city of Québec, a copy of which shall be sent forthwith to the Minister of Municipal Affairs, another by a meeting of the delegates of the municipalities comprised in zone II and the third by a meeting of the delegates of the municipalities comprised in zone III.

Avis de convocation des assemblées.

5. Les délégués des municipalités comprises dans les zones II et III sont convoqués en assemblée pour les fins de l'article 4 par le ministre des affaires municipales au moyen d'un avis qu'il adresse à chacune des municipalités au moins quinze jours avant la date de l'assemblée. Cet avis doit indiquer la date, l'heure et le lieu de l'assemblée.

5. Meetings of delegates of the municipalities comprised in zones II and III shall be called for the purposes of section 4 by the Minister of Municipal Affairs by means of a notice which he shall send to each of the municipalities at least fifteen days before the date of the meeting. Such notice shall state the date, time and place of the meeting.

Notice calling meetings.

Délégués.

6. Chaque municipalité a droit à un délégué à cette assemblée; le maire y est d'office délégué à moins que le conseil de la municipalité ne désigne par résolution un autre de ses membres.

6. Each municipality shall be entitled to one delegate at such meeting; the mayor shall be a delegate *ex officio* unless the council of the municipality appoints another of its members by resolution.

Delegates.

Quorum.

La majorité des délégués des municipalités comprises dans la zone pour laquelle l'assemblée est tenue constitue le quorum.

A majority of the delegates of the municipalities comprised in the zone for which the meeting is held shall constitute a quorum.

Quorum.

Présidence.

7. Le ministre des affaires municipales ou toute personne qu'il désigne, préside l'assemblée dont il nomme le secrétaire.

7. The Minister of Municipal Affairs, or any person appointed by him, shall preside at the meeting and shall appoint the secretary thereof.

Chairmanship.

Vote.

8. Chaque délégué a droit à une voix et l'élection des représentants se fait à la majorité des voix des délégués présents.

8. Each delegate shall be entitled to one vote and the representatives shall be elected by a majority vote of the delegates present.

Vote.

Durée des fonctions, etc.

9. Le président du Bureau est nommé pour dix ans et les autres membres pour trois ans; le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, s'il y a lieu, les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun des membres.

9. The chairman of the Board shall be appointed for ten years and the other members for three years; the Lieutenant-Governor in Council shall, if necessary, fix the fees, allowances or salaries, or the additional salaries, as the case may be, of each of the members.

Terms of office, etc.

Effet des absences.

10. Le défaut par un membre du Bureau d'assister à trois séances consécutives met fin au mandat de ce membre à moins qu'il ne démontre à la satisfaction des autres membres, au cours de l'assemblée

10. Failure by any member of the Board to attend three consecutive sittings shall terminate his tenure of office unless he establishes to the satisfaction of the other members, at the next meeting, that

Effect of absence.

suivante, qu'il a été en fait dans l'impossibilité d'y assister.

Expiration du mandat.

Le mandat d'un membre du Bureau autre que le président expire aussi si ce membre cesse de faire partie du conseil d'une municipalité mentionnée à l'annexe.

he was in fact unable to attend it.

The tenure of office of any member of the Board other than the chairman shall also expire if such member ceases to be a member of the council of a municipality mentioned in the schedule.

Expiry of term.

Démission.

11. Au cas de démission d'un membre du Bureau, son mandat expire à la date de la réception par le secrétaire du Bureau d'un avis écrit de sa démission.

11. If a member of the Board resigns, his tenure of office shall expire upon the date of receipt by the secretary of the Board of a written notice of his resignation.

Resignation.

Durée des fonctions.

12. Les membres du Bureau demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

12. The members of the Board shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.

Term of office.

Avis de vacances.

13. Le secrétaire du Bureau doit aviser le ministre des affaires municipales de toute vacance qui survient au sein du Bureau; il doit aussi en aviser le conseil de la ville de Québec s'il s'agit du membre que ce conseil a nommé.

13. The secretary of the Board shall notify the Minister of Municipal Affairs of any vacancy which occurs on the Board; he shall also give notice thereof to the council of the city of Québec in the case of the member appointed by such council.

Notice of vacancies.

Remplacement au cas de vacance.

14. Toute vacance survenant au sein du Bureau est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer. S'il s'agit du membre nommé par le conseil de la ville de Québec, la vacance doit être comblée dans les trente jours de la date à laquelle la vacance s'est produite; s'il s'agit d'un membre nommé par les délégués des municipalités dans les zones II ou III, le ministre des affaires municipales doit, dans le même délai, convoquer l'assemblée visée à l'article 5.

14. Any vacancy occurring on the Board shall be filled in the manner prescribed for the appointment of the member to be replaced. In the case of the member appointed by the council of the city of Québec, the vacancy shall be filled within thirty days from the date on which it occurs; in the case of a member appointed by the delegates of the municipalities in zone II or III, the Minister of Municipal Affairs shall, within the same delay, call the meeting contemplated in section 5.

Replacement in case of vacancy.

Idem.

Toute vacance qui n'est pas comblée dans les trente jours de la date à laquelle elle s'est produite, s'il s'agit du membre nommé par le conseil de la ville de Québec, ou à l'assemblée visée à l'article 5, s'il s'agit d'un membre nommé par les délégués des municipalités comprises dans les zones II ou III, peut être comblée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Any vacancy which is not filled within thirty days from the date on which it occurs, in the case of the member appointed by the council of the city of Québec, or at the meeting contemplated in section 5, in the case of a member appointed by the delegates of the municipalities comprised in zone II or III, may be filled by the Lieutenant-Governor in Council.

Idem.

Quorum.

15. Le quorum du Bureau est de trois membres, dont le président.

15. Three members, including the chairman, shall constitute a quorum of the Board.

Quorum.

Remplacement du président, etc.

Au cas d'incapacité d'agir du président ou d'un membre par suite d'absence ou de maladie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une autre personne pour exercer ses fonctions temporairement et fixer ses honoraires.

In the case of inability to act of the chairman or of a member by reason of absence or illness, the Lieutenant-Governor in Council may appoint another person to exercise his functions temporarily, and fix his fees.

Replacement of chairman, etc.

Authenticité des procès-verbaux, etc.

16. Les procès-verbaux des séances, approuvés par le Bureau, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant du Bureau ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont certifiés par le président du Bureau, un membre ou une autre personne désignée par le Bureau et autorisée à cette fin.

16. The minutes of the sittings, approved by the Board, shall be authentic. The same shall apply to documents and copies issued by the Board or forming part of its archives, when they are certified by the chairman of the Board, a member or another person designated by the Board and authorized for such purpose.

Authenticity of minutes, etc.

Services exclusifs.

17. Le président du Bureau doit s'occuper exclusivement du travail du Bureau et des devoirs de son office.

17. The chairman of the Board shall attend exclusively to the business of the Board and to the duties of his office.

Exclusive employment.

Responsabilité du président.

18. Le président est responsable de l'administration du Bureau dans le cadre de ses règlements.

18. The chairman shall be responsible for the administration of the Board within the scope of its by-laws.

Responsibility of chairman.

Conflit d'intérêts.

19. Aucun membre du Bureau ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui du Bureau.

19. No member of the Board shall, on pain of forfeiting his office, have a direct or indirect interest in an undertaking that causes his personal interest to conflict with that of the Board.

Conflicting interests.

Idem.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

Idem.

Réglementation.

20. Le Bureau peut, sous réserve des dispositions de la présente loi, faire des règlements pour sa régie interne. Ces règlements n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le ministre des affaires municipales.

20. Subject to the provisions of this act, the Board may make by-laws for its internal management. Such by-laws shall come into force only after approval by the Minister of Municipal Affairs.

By-laws.

Année financière.

21. L'année financière du Bureau se termine le 31 décembre de chaque année.

21. The fiscal year of the Board shall end on the 31st of December in each year.

Fiscal year.

Rapport semi-annuel.

22. Le Bureau doit, au cours du mois de mars et du mois de septembre de chaque année, faire au ministre des affaires municipales un rapport de ses activités pour les six mois qui précèdent; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre des affaires municipales peut prescrire.

22. During the month of March and the month of September in each year, the Board shall make to the Minister of Municipal Affairs a report of its activities for the six previous months; such report shall also contain all the information that the Minister of Municipal Affairs may prescribe.

Semi-annual reports.

Dépôt.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée législative si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Such report shall be laid before the Legislative Assembly if it is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session. Deposit of report.

Trans-
mission
aux mu-
nicipalités
visées.

23. Le Bureau doit aussi transmettre copie de ce rapport à chacune des municipalités mentionnées à l'annexe et convoquer une assemblée composée d'un délégué de chacune de ces municipalités aux fins d'étudier ce rapport. Cette assemblée est convoquée au moyen d'un avis indiquant la date, l'heure et le lieu de l'assemblée. Celle-ci doit être tenue entre le quinzième et le trentième jour qui suivent.

23. The Board shall also send a copy of such report to each of the municipalities mentioned in the schedule and shall call a meeting composed of one delegate from each of such municipalities for the purpose of studying such report. Such meeting shall be called by means of a notice stating the date, time and place of the meeting. Such meeting shall be held between the fifteenth and the thirtieth ensuing days. Copies of report sent to municipalities.

Vérifica-
tion.

24. Les livres et comptes du Bureau sont vérifiés chaque année par un vérificateur nommé par le ministre des affaires municipales. Le rapport du vérificateur doit faire partie du rapport que fait le Bureau au cours du mois de mars.

24. The books and accounts of the Board shall be audited each year by an auditor appointed by the Minister of Municipal Affairs. The auditor's report shall form part of the report made by the Board during the month of March. Audit.

SECTION II

DIVISION II

FONCTIONS DU BUREAU

FUNCTIONS OF THE BOARD

Construc-
tions, etc.
autori-
sées.

25. Le Bureau peut, en vue d'assurer l'assainissement des eaux dans le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe, y construire et entretenir des égouts collecteurs, des stations de pompage et des usines d'épuration des eaux, et y acquérir, de gré à gré ou par expropriation, de tels égouts, stations ou usines ainsi que tout immeuble ou autre droit réel qu'il juge nécessaire.

25. The Board may, with a view to ensuring the purification of waters within the territory of the municipalities mentioned in the schedule, build and maintain therein main sewers, pumping stations and water purification plants, and acquire therein, by agreement or by expropriation, such sewers, stations or plants and any immovable or other real right which it deems necessary. Sewers, etc. authorized.

Autori-
sation
pour
certains
travaux.

Il ne peut procéder à l'exécution de travaux d'égout ou à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux usées avant d'en avoir soumis les plans et devis à la Régie des eaux du Québec et d'avoir obtenu son autorisation.

It shall not carry out sewerage works or works for the installation of appliances for the treatment of used water before submitting the plans and specifications therefor to the Québec Water Board and obtaining its authorization. Authorization for certain works.

Idem.

Cette autorisation est également requise pour les travaux de reconstruction, d'extension d'installations anciennes et de raccordements entre les conduites d'un système public et celles d'un système privé.

Such authorization is also required for works of reconstruction, extension of existing systems and connections between the mains of a public system and those of a private system. Idem.

Approba-
tion.

Les acquisitions visées au premier alinéa ne peuvent être faites qu'avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et de la Régie des eaux du Québec aux conditions qu'elles déterminent.

The acquisitions contemplated in the first paragraph may be made only with the prior approval of the Québec Municipal Commission and of the Québec Water Board, upon such conditions as they shall determine. Approval of certain acquisitions.

Pouvoirs
d'expro-
priation.

26. Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale.

26. The powers of expropriation conferred by this act may be exercised in respect of any immovable, even one set apart for public use or that, according to some general law or special act, is not susceptible of expropriation.

Powers
of expro-
priation.Procé-
dure.

27. L'expropriation autorisée par la présente loi est faite en la manière prévue pour l'expropriation par le gouvernement, lorsqu'elle est requise pour les fins de la Loi de la voirie (Statuts refondus, 1964, chapitre 133), le Bureau agissant aux lieu et place du ministre de la voirie et exerçant les pouvoirs de ce dernier.

27. The expropriation authorized by this act shall be effected in the manner provided for expropriation by the Government, whenever the same is required for the purposes of the Roads Act (Revised Statutes, 1964, chapter 133), the Board acting in the place and stead of the Minister of Roads and exercising his powers.

Proce-
dure.Soumis-
sions.

28. 1. À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$10,000, tout contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques par annonce dans un journal quotidien circulant dans les municipalités mentionnées à l'annexe.

28. (1) Unless it involves an expenditure of less than \$10,000, no contract for the execution of works or the supply of equipment or materials shall be awarded except after a call for public tenders by advertisement in a daily newspaper circulating in the municipalities mentioned in the schedule.

Tenders.

Délai.

2. Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours.

(2) The delay for the receipt of tenders shall not be less than eight days.

Delay.

Bases.

3. Les soumissions ne seront demandées et les contrats qui peuvent en découler ne seront accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

(3) Tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

Bases.

- a) à prix forfaitaire;
- b) à prix unitaire.

- (a) for a fixed price;
- (b) at unit prices.

Ouvre-
ture.

4. Toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions.

(4) All tenders must be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the time and place mentioned in the call for tenders.

Opening.

Assis-
tance.

5. Tous ceux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions.

(5) All those who have tendered may be present at the opening of the tenders.

Presence
at open-
ing.Déclara-
tions
à haute
voix.

6. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

(6) The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders.

Names,
etc.
mentioned
aloud.Autorisa-
tion.

7. Le Bureau ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre des affaires municipales, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.

(7) The Board shall not, without the previous authorization of the Minister of Municipal Affairs, award the contract to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay.

Author-
ization to
award
contract.

SECTION III

DIVISION III

FINANCEMENT DU BUREAU

FINANCING OF THE BOARD

Emprunts
autorisés.

29. Le Bureau peut avec l'autorisation préalable de la Commission municipale de Québec contracter des emprunts, par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions que détermine la Commission.

Termes.

Le terme des emprunts du Bureau ne doit en aucun cas excéder cinquante ans.

Disposi-
tions
applica-
bles.

Les articles 12 et 13 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) s'appliquent *mutatis mutandis* aux obligations émises par le Bureau.

Garantie.

30. Le principal et les intérêts de tout emprunt contracté par le Bureau sont garantis par le fonds général des municipalités mentionnées à l'annexe.

Dépenses.

31. Les dépenses du Bureau, y compris la rémunération de ses membres, mais après déduction de toutes les subventions octroyées au Bureau, sont à la charge des municipalités mentionnées à l'annexe.

Réparti-
tion.

Ces dépenses sont réparties entre ces municipalités en proportion soit de l'évaluation totale des immeubles situés dans leur territoire telle que portée à leur rôle d'évaluation, soit de leur population, soit du nombre d'unités de logement situées dans leur territoire, soit du volume des eaux déversées par chacune de ces municipalités dans les ouvrages administrés par le Bureau, ou en proportion à la fois de plus d'un de ces critères.

Idem.

Lorsque les ouvrages administrés par le Bureau ne bénéficient qu'à une partie du territoire d'une de ces municipalités, les dépenses sont réparties en tenant compte de cette partie de territoire seulement.

Quote-
part des
municipa-
lités.

32. Chaque année, au mois d'octobre, à compter de 1971, le Bureau détermine, par résolution, la quote-part payable par chacune des municipalités; une telle résolution doit, pour être valide, recevoir l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Loans au-
thorized.

29. With the previous authorization of the Québec Municipal Commission, the Board may contract loans by notes, bonds or other securities, at such rate of interest and on such other conditions as the Commission may determine.

The term of any loan of the Board shall not exceed fifty years.

Sections 12 and 13 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171) shall apply *mutatis mutandis* to the bonds issued by the Board.

Terms.

Provi-
sions to
apply.

30. The principal and interest of every loan contracted by the Board shall be secured by the general funds of the municipalities mentioned in the schedule.

Expendi-
tures.

31. The expenditures of the Board, including the remuneration of its members, but after deducting all subsidies granted to the Board, shall be charged to the municipalities mentioned in the schedule.

Such expenses shall be apportioned among such municipalities in proportion either to the total valuation of the immoveables situated within their territories as entered on their valuation rolls, or to their population, or to the number of dwelling units located within their territories, or to the volume of water fed by each of such municipalities into the works administered by the Board, or in proportion to more than one of such criteria taken together.

Appor-
tionment.

Where the works administered by the Board benefit only a part of the territory of one of such municipalities, the expenditures shall be apportioned with regard to such part of territory only.

Idem.

32. Each year in the month of October, beginning in 1971, the Board shall determine by resolution the share payable by each of the municipalities; such a resolution, to be valid, must be approved by the Québec Municipal Commission.

Share
payable
by each
municipi-
pality.

Avis de
quote-
part.

33. Le Bureau doit donner avis à chacune des municipalités du montant de sa quote-part.

Délai de
paiement.

Chaque municipalité doit, dans les trois mois de la date de la réception de cet avis, payer au Bureau le montant de sa quote-part déterminé par la résolution approuvée conformément à l'article 32.

33. The Board shall notify each of the municipalities of the amount of its share. Notice of share.

Each municipality, within three months of the date of receipt of such notice, shall pay to the Board the amount of its share determined by the resolution approved in accordance with section 32. Delay to pay.

Taxe ou
compensation
autorisées.

34. Le conseil de chaque municipalité peut, aux fins de payer la quote-part visée à l'article 32, imposer une taxe spéciale sur une ou plusieurs des bases prévues à l'article 522 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) ou exiger de tout propriétaire d'immeuble dans la municipalité une compensation d'après un tarif qu'il juge convenable.

Idem.

Le conseil peut, aux mêmes fins, à la fois imposer une telle taxe spéciale et exiger une telle compensation ou imposer une telle taxe spéciale à l'égard des catégories d'immeubles qu'il indique et exiger une telle compensation pour les autres.

Tarif de
compensation.

Le tarif de compensation requiert l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Nature
de la
compensation.

La compensation est assimilée à une taxe foncière sur l'immeuble à l'égard duquel elle est due.

34. The council of each municipality, for the purpose of paying the share contemplated in section 32, may impose a special tax on one or more of the bases contemplated in section 522 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) or require of any proprietor of an immovable within the municipality a compensation in accordance with such tariff as it deems suitable. Tax or compensation authorized.

The council, for the same purposes, may at the same time impose such a special tax and require such a compensation or impose such a special tax on such classes of immovables as it indicates and require such a compensation for the others. Idem.

The tariff of compensation must be approved by the Québec Municipal Commission. Tariff of compensation.

The compensation shall be assimilated to a real estate tax on the immovable for which it is due. Nature of compensation.

Subvention
autorisée.

35. Le ministre des affaires municipales peut, aux conditions et de la manière déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, accorder au Bureau une subvention de \$11,500,000 payable en dix versements annuels consécutifs à compter de l'exercice financier 1968/69.

Versements.

Le premier de ces versements, qui peut atteindre une somme de \$1,500,000, est pris à même le fonds consolidé du revenu.

35. The Minister of Municipal Affairs, upon the conditions and in the manner determined by the Lieutenant-Governor in Council, may make to the Board a grant of \$11,500,000 payable in ten consecutive annual instalments, reckoning from the fiscal year 1968/69. Grant authorized.

The first of such instalments, which may amount to \$1,500,000, shall be taken out of the consolidated revenue fund. Instalments.

SECTION IV

DIVISION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Inclusions
dans les
zones.

36. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Bureau et aux conditions qu'il détermine, inclure dans la zone II ou dans la zone III toute municipalité qui lui en fait la demande.

36. The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Board and on the conditions which it determines, may include in zone II or in zone III any municipality which applies to it for such admission. Inclusion in zones.

Publication.

L'arrêté en conseil adopté à ces fins a effet à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The order in council for such purposes shall take effect upon publication in the *Québec Official Gazette*.

Publication.

Ententes.

37. Le Bureau peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure une entente aux conditions qu'il détermine, avec tout gouvernement ou personne dont les immeubles ne sont pas compris dans le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe, si ce gouvernement ou cette personne désire bénéficier des ouvrages administrés par le Bureau.

37. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Board may make an agreement, on such conditions as it determines, with any government or person whose immovables are not comprised in the territory of the municipalities mentioned in the schedule, if such government or person wishes to benefit by the works administered by the Board.

Agreements.

Accords.

Il peut, avec la même autorisation, conclure tout accord avec le gouvernement du Canada ou tout organisme de celui-ci afin de faciliter l'exécution de la présente loi.

With the same authorization, it may make any agreement with the government of Canada or any body thereof to facilitate the carrying out of this act.

Idem.

Exemption de taxes.

38. Les biens du Bureau sont non imposables pour fins municipales aussi bien que scolaires.

38. The property of the Board shall not be taxable for municipal and school purposes.

Tax exemption.

Application de la loi.

39. Le ministre des affaires municipales est chargé de l'application de la présente loi.

39. The Minister of Municipal Affairs shall have charge of the carrying out of this act.

Carrying out of act.

Premières nominations.

40. Le premier membre du Bureau qui est nommé par le conseil de la ville de Québec doit l'être dans les trente jours qui suivent la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Le ministre des affaires municipales doit, dans le même délai, convoquer l'assemblée des délégués des municipalités comprises dans les zones II et III, pour l'élection des premiers membres qu'elles nomment.

40. The first member of the Board who is appointed by the council of the city of Québec shall be so appointed within thirty days after the date of the coming into force of this act. The Minister of Municipal Affairs shall, within the same delay, call the meeting of the delegates of the municipalities comprised in zones II and III for the election of the first members which they appoint.

First appointments.

Idem.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer les premiers membres du Bureau autres que le président à défaut par les municipalités de les nommer conformément à la présente loi.

The Lieutenant-Governor in Council may appoint the first members of the Board, other than the chairman, if the municipalities fail to appoint them in accordance with this act.

Idem.

Entrée en fonction.

Les premiers membres du Bureau autres que le président entrent en fonction à la date à laquelle la première personne nommée pour agir comme président entre en fonction.

The first members of the Board other than the chairman shall take office on the date when the first person appointed to act as chairman takes office.

Taking of office.

1966/67, c. 11, s. 1, mod.

41. L'article 1 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 11, est modifié en retranchant le paragraphe c.

41. Section 1 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 11, is amended by striking out paragraph c.

1966/67, c. 11, s. 1, am.

Entrée en vigueur.

42. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

42. This act shall come into force on the day of this sanction.

Coming into force.

ANNEXE

Zone I: La ville de Québec.

Zone II: Les cités de Giffard et Charlesbourg; les villes de Courville, Villeneuve, Beauport, Montmorency, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville, Duberger et Vanier; le village de Saint-Émile; la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport; les municipalités de Sainte-Thérèse-de-Lisieux, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest et Lac Saint-Charles.

Zone III: Les villes de Bélair, Ancienne-Lorette, Les Saules, Neufchâtel, Loretteville, Val Saint-Michel et Sainte-Foy; la paroisse de l'Ancienne-Lorette.

SCHEDULE

Zone I: The city of Québec.

Zone II: The cities of Giffard and Charlesbourg; the towns of Courville, Villeneuve, Beauport, Montmorency, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville, Duberger and Vanier; the village of Saint-Émile; the parish of Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport; the municipalities of Sainte-Thérèse-de-Lisieux, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest and Lac Saint-Charles.

Zone III: The towns of Bélair, Ancienne-Lorette, Les Saules, Neufchâtel, Loretteville, Val Saint-Michel and Sainte-Foy; the parish of l'Ancienne-Lorette.